

L'Adresse—M. Nunziata

M. Nunziata: Monsieur le Président, le député sait très bien que l'opposition officielle appuie entièrement tout projet de loi efficace visant à résoudre le problème de la pornographie au Canada. J'ai en fait exprimé la position du Parti libéral du Canada sur le projet de loi présenté aux Canadiens avant l'été. J'ai alors déclaré, et je le répète, que nous, du parti libéral, croyons qu'il n'y a pas de peine trop rigoureuse pour ceux qui agressent sexuellement les enfants. Il n'y a pas de peine trop sévère pour châtier ceux qui produisent de la pornographie violente et dégradante. Nous avons la ferme intention d'appuyer les mesures législatives qu'on présentera pour s'attaquer au problème de la pornographie au Canada. Nous nous y sommes engagés.

• (1550)

Le gouvernement s'est engagé dans le discours du trône à empêcher l'importation de documents pornographiques au Canada et à faire la guerre à la pornographie et à la drogue. Mais voyons les mesures qu'il a prises ces derniers mois qui auront pour effet de faciliter l'importation de pornographie et de drogue au Canada. Le gouvernement a adopté un nouveau régime de confiance aux Postes. Il n'est plus nécessaire pour le destinataire d'aller prendre livraison de colis entrant au Canada. Les Postes livrent maintenant les colis et facturent par la suite les droits de douane au destinataire. Nous savons que cela permettra aux contrebandiers de faire entrer des drogues et des documents pornographiques illicites beaucoup plus facilement au Canada. Le gouvernement a également supprimé 120 postes d'inspecteur des douanes. Si le gouvernement tient vraiment à empêcher l'entrée de documents pornographiques et de drogues illicites, il devrait augmenter le nombre des inspecteurs des douanes. Il devrait annuler sa décision d'instaurer un nouveau régime de confiance aux Postes qui permettra d'importer plus facilement des narcotiques au pays.

M. Robison: Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le député de York-Sud—Weston (M. Nunziata) parler de la décision du premier ministre (M. Mulroney) de déménager à Port-Cartier, dans sa propre circonscription, la prison qui devait être construite à Drummondville, au Québec. Nous sommes nombreux à la Chambre à nous préoccuper de ce gaspillage de l'argent des contribuables, tant en dépenses d'immobilisation qu'en dépenses annuelles d'exploitation. Il y a aussi, monsieur le Président, la question de l'éloignement de cette prison. Elle sera en effet située loin de la famille des détenus et des services de soutien qui sont tellement nécessaires.

Le député de York-Sud—Weston devrait remonter un peu plus loin dans le temps, avant la décision concernant Port-Cartier. Les Canadiens se rappellent très bien qu'un gouvernement libéral a pris exactement la même décision à propos de la construction d'une prison à Renous, au Nouveau-Brunswick. On devait construire une autre prison adjacente au pénitencier de Dorchester, mais à la suite de manœuvres politiques de la part du député libéral de l'époque de Miramichi, lequel ne siège plus à la Chambre, c'est à Renous que l'on a construit le pénitencier de l'Atlantique à un coût additionnel considérable pour les contribuables canadiens. Or cette prison est elle aussi

éloignée des services de soutien nécessaires et sa construction a entraîné des coûts additionnels considérables.

Le député de York-Sud—Weston a tout à fait raison de dire que le vérificateur général examine la décision relative à la prison de Port-Cartier. Je suppose que le vérificateur général aura une chose ou deux à dire également au sujet du gaspillage des deniers publics entraîné par la construction d'un pénitencier à Renous, au Nouveau-Brunswick, pour des raisons politiques évidentes.

Que les libéraux cessent de faire les hypocrites à propos de la question de l'emplacement des pénitenciers. Lorsqu'ils étaient au pouvoir ils ont agi exactement comme le gouvernement conservateur le fait à l'heure actuelle. C'est pourquoi il est temps qu'on assiste au Canada à un véritable changement en élisant un gouvernement néo-démocrate qui mettrait un terme à ces arguments fallacieux.

M. Nunziata: Il faut concéder une chose au NPD, monsieur le Président: sa propension au rêve. Nous admettons les critiques dont nous avons fait l'objet lorsque nous étions au pouvoir. Nous avons agi pour remédier à la situation. Nous avons commandé une enquête sur la question de l'emplacement des pénitenciers au Canada. Je sais que le député connaît fort bien le rapport Carson qui a été déposé à la Chambre le 30 novembre 1984. Cette commission a recommandé que le choix de l'emplacement des pénitenciers au Canada se fasse en fonction des besoins et qu'il ne s'agisse plus d'aider la circonscription du premier ministre ou d'accorder des faveurs politiques. Le gouvernement n'a pas donné suite à ces recommandations, pas plus qu'au rapport du groupe de travail Nielsen qui a proposé un moratoire sur la construction de tous les pénitenciers.

Nous savons que le Canada est l'un des pays occidentaux qui ont le plus fort taux d'incarcération. L'objectif est de réduire la population carcérale au Canada. Bien entendu, il faut garder derrière les barreaux ceux qui font courir un risque à la société mais il s'agit de réduire, si possible, la population carcérale, du fait des coûts exorbitants qu'entraînent la construction de pénitenciers et l'incarcération de détenus. Il coûte 40 000 \$ par an pour garder un individu derrière les barreaux et il faut compter plus de 70 000 \$ pour construire une cellule supplémentaire.

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, souscrivons aux recommandations du rapport Carson et du groupe de travail Nielsen à ce sujet. Nous estimons qu'on devrait suspendre tout nouveau projet de construction de prisons et que nous devrions plutôt consacrer nos efforts à la recherche de moyens visant à diminuer la population carcérale au Canada.

M. O'Neil: Monsieur le Président, le député libéral de Toronto a retenu mon attention en prenant si vivement à partie les initiatives de développement régional. Son attitude confirme les vieux soupçons que les Canadiens de la région de l'Atlantique éprouvaient au sujet du gouvernement libéral fédéral qui a dirigé le pays pendant une vingtaine d'années. Et c'est que les libéraux ne tiennent pas à investir le moindre centime dans l'expansion économique régionale. Le député a cité le chiffre de 15 millions de dollars et donné à entendre que les initiatives de développement régional ne devraient pas coûter autant.